

Fin du monde, fin du mois, le capitalisme nous fait les poches pendant qu'il nous asphyxie...

Comme fonctionnaires, comme enseignant-e-s, la défense de l'égalité sociale et des services publics est un devoir.

Nous serons évidemment en grève le 29 septembre car nous sommes frontalement attaqué-e-s par les gouvernements successifs qui ne mettent en notre nom au service des intérêts du capital. Nous sommes rentré-e-s en septembre dans une école en ruine qui continue encore et encore à maltraiter les élèves les plus fragiles et malmène toujours davantage ses personnels.

Nous serons en grève le 29 septembre car les projets de « révolution copernicenne » du président Macron pour l'école nous seront fatals comme ils l'ont été pour tous les services publics avant nous, de la Poste à France Telecom sans oublier l'hôpital public. Le contenu du « nouveau pacte avec les enseignants » que veulent nous faire avaler les macronistes ne masque que fort médiocrement le nouveau management public. Nous ne sommes pas d'humeur à nous laisser duper. La « lettre aux enseignants » de notre président manager est aussi crédible que les dépliants publicitaires du ministre Blanquer qui nous ont promis sans (pouffer de) rire « l'école de la confiance » et une « revalorisation historique » pendant 5 ans tout en nous appauvrissant et en nous réprimant comme jamais. Nous savons d'expérience que ce gouvernement nous méprise car nos valeurs d'égalité et de coopération sont incompatibles avec les recettes de mise en concurrence et de compétition qui sont les leurs.

En réalité, les annonces tonitruantes de revalorisation ne concerneraient, en définitive que les 10 premières années de carrière, les autres ne recevraient que quelques miettes. La lettre du président parle de 10 % d'augmentation pour la fin 2023. Il se trouve que les prévisions d'inflation sont du même ordre pour la même période... Pire, on voudrait que nous « méritions » nos augmentations en nous disputant des primes à condition d'accepter des missions supplémentaires. Sauf à faire venir les élèves la nuit, nous n'avons aucune idée de quand ou comment nous pourrions « travailler plus ». Surtout, cette lubie de « salaire au mérite » et le recours décomplexé à des précaires non formé-e-s, finiront de déprofessionnaliser les métiers de l'éducation en transformant les profs en exécutant-e-s obéissant-e-s. Défendre la qualité de l'école publique, c'est défendre le statut des personnels construit sur l'engagement et l'expertise professionnelle en dehors de tout arrivisme carriériste. C'est défendre un haut niveau de qualification, qui inclut une mise à jour comme des réflexions régulières concernant nos pratiques professionnelles.

Quant aux AESH et AED, leur métier, c'est toujours la pauvreté !

« L'école du futur » dont rêve ce pouvoir est faite de précarité, d'évaluations permanentes, de course de chacun-e-s contre tous et toutes pour arracher des moyens. L'expérimentation marseillaise de ces écoles « pilotes » est un cauchemar éveillé...

Le sort de la voie professionnelle serait aussi scellé par son passage sous financement et pilotage patronal.

Surtout, nous serons en grève le 29 septembre parce que nous savons que le saccage des acquis sociaux, les contre-réformes des retraites ou de l'assurance chômage, la mise sous tutelle managériale de tous les services publics, la destruction des conditions de vie, le pillage des ressources, l'augmentation indécente des prix de la nourriture et de l'énergie, l'inflation continue des loyers et réflexes xénophobes ou sécuritaires s'inscrivent dans une logique de profit qui s'avère de façon de plus en plus patente une logique de mort : la logique capitaliste. Les riches, eux, persistent dans l'accumulation obscène de fortunes arrachées à la faveur de la crise, de la guerre, de l'épidémie. Plus que jamais, « c'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches ».

Si nous luttons pour nos salaires, c'est parce que, comme l'ensemble de la classe ouvrière, nous revendiquons le fait de pouvoir vivre dignement. Nous sommes producteurs et productrices de la richesse économique et sociale.

Si nous luttons pour de meilleures conditions de travail, c'est parce que nos conditions de travail ont un impact direct sur la qualité de ce que nous transmettons à nos élèves, déjà abimées par une société malade du profit. La qualité du service public d'éducation est un bien commun que nous devons aux jeunes générations.

Si nous luttons aux côtés de tous les travailleurs, de toutes les travailleuses, c'est parce que nous savons que le sort des employé-e-s du privé préfigure le nôtre. Nous avons dans nos classes les enfants des familles minées par le chômage ou la précarité. Nous ne pouvons pas créer un collectif de travail dans une classe où les inégalités explosent.

Si nous luttons par la grève, c'est parce que nous savons que les manoeuvres de concertations du pouvoir ne sont que des entreprises de diversion. Il suffit de constater les actes qui se cachent derrière les mots creux de la « communication » Orwellienne des bonimenteurs en costard.

Si nous appelons à des grèves longues et dures, ce n'est pas par romantisme mais parce que l'évidence s'impose. Nous devons nous engager dans un rapport de force suffisamment sérieux pour mettre à bas les *projeteets* (sic !) qui nous menacent...

**Un autre futur, ça s'impose !
Toutes et tous en grève le 29 septembre !**

POUR UNE REVOLUTION SOCIALE, EDUCATIVE ET PEDAGOGIQUE

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL
FTE : Fédération des Travailleur-ses des l'Education

www.cnt-f.org/fte

T : 07 82 14 98 31
M : fede-educ@cnt-f.org

